

**Assemblée générale**

Distr. générale  
14 janvier 2014

Original: français

**Conseil des droits de l'homme  
Groupe de travail sur la détention arbitraire**

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention  
arbitraire à sa soixante-septième session,  
26-30 août 2013**

**N° 15/2013 (Comores)**

**Communication adressée au Gouvernement le 1<sup>er</sup> novembre 2012**

**Concernant: Mohamed Amiri Salimou**

**Le Gouvernement n'a pas répondu à la communication.**

**L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.**

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 15/18 du Conseil, en date du 30 septembre 2010. Conformément à ses méthodes de travail, le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-10323 (F)



\* 1 4 1 0 3 2 3 \*

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

### **Informations reçues**

#### *Communication émanant de la source*

3. Mohamed Amiri Salimou, né le 6 août 1962, a rejoint l'armée comorienne en 1988 au sein de laquelle il a occupé différents postes de la hiérarchie militaire pour devenir en 2008 le premier général des Comores. Il a poursuivi de nombreuses autres formations en France, au Sénégal, aux États-Unis d'Amérique et en Chine. Il est aussi titulaire d'un diplôme d'études approfondies en histoire contemporaine, de l'Université de Montpellier (France).

4. D'après la source, il a travaillé pour améliorer le fonctionnement de l'armée et il a initié la culture d'une armée républicaine de métiers. Dans le cadre de ses fonctions de chef d'état-major, il a présidé les sessions et les Commandements de la brigade Est de la Force africaine en attente appelée EASBRIG (Eastern African Standby Brigade).

5. Le 31 août 2010, M. Salimou a été convoqué pour témoigner dans une enquête menée concernant l'assassinat du lieutenant-colonel Combo Ayoub le 13 juin 2010 par des inconnus, qui n'ont toujours pas été identifiés à ce jour. M. Salimou a été accusé et assigné à résidence surveillée et placé sous contrôle judiciaire surveillé. Il a été privé de sa liberté sans bénéficier d'un procès juste et équitable. La source allègue que M. Salimou est accusé à tort de complicité dans l'assassinat de M. Ayoub sur la base des articles 44, 45 et suivants du Code pénal.

6. Durant l'instruction qui a duré une année, M. Salimou n'a été entendu qu'une seule fois par le magistrat instructeur et aucune confrontation n'a été organisée entre lui et les autres accusés. D'après la source, cette obstruction volontaire ne visait qu'à empêcher l'établissement de l'innocence de M. Salimou. La source soutient que l'enquête n'a pas été menée à charge et à décharge. Aucun élément de preuve n'établit de lien entre M. Salimou et l'assassinat de M. Ayoub.

7. L'arrêt de la chambre d'accusation de Moroni, rendu le 28 avril 2011, a renvoyé devant la cour d'assises l'affaire contre M. Salimou pour complicité d'assassinat. Aucun des prévenus ne l'a accusé de lui avoir fourni des instructions en vue de commettre le crime ou les moyens de le commettre. De même, aucun rapport de balistique n'a été produit. L'arme saisie au camp militaire de Kandani, un AK-47, n'a fait l'objet d'aucune expertise alors que celle-ci s'imposait et aurait permis d'établir avec certitude si l'arme avait été utilisée lors du crime. Dans ces circonstances, la source maintient qu'il est matériellement impossible de soutenir que M. Salimou a joué un rôle dans la remise de l'arme utilisée pour commettre l'assassinat.

8. Le recours en cassation a été formé le 12 mai 2011. Le pourvoi en cassation contre l'arrêt de mise en accusation et de renvoi de l'ancien chef d'état-major devant la cour d'assises a été débouté par la chambre criminelle de la Cour suprême. La source soutient que la chambre d'accusation a passé sous silence des moyens de nullité soulevés par la défense et s'est refusée à constater la carence de l'instruction, notamment l'absence d'instruction à décharge et d'expertise balistique. La Cour suprême a décidé de prononcer l'irrecevabilité du pourvoi formé contre l'arrêt de la chambre d'accusation au seul motif que le délai de cinq jours prévu par la loi avait expiré alors même que l'article 217 du Code de procédure pénale dispose que l'arrêt de mise en accusation doit être signifié par le procureur général aux prévenus dans les trois jours de son prononcé. La source se réfère à la jurisprudence pertinente selon laquelle le délai de trois jours prévu par l'article 217, paragraphe 3, n'est pas prescrit à peine de nullité, mais que son inobservation a seulement pour effet de retarder le point de départ du délai de cassation. Or, la source précise que le procureur général n'a jamais signifié l'arrêt de la chambre d'accusation ni aux prévenus ni à leurs conseils.

9. Le 4 juillet 2012, la Cour suprême a validé une procédure de mise en accusation qui, d'après la source, est entachée de graves irrégularités. M. Salimou devait être jugé par la cour d'assises le 1<sup>er</sup> novembre 2012. La source craignait que le seul but du procès soit l'élimination d'un adversaire du pouvoir politique et que l'institution judiciaire soit incapable de résister aux pressions et aux interventions du pouvoir exécutif.

10. La source souligne que ni le Code pénal ni le Code de procédure pénale ne comportent les sanctions pénales de «résidence surveillée» ou de «contrôle judiciaire surveillé», régime auquel est soumis M. Salimou depuis le 31 août 2010. M. Salimou reste à ce jour sous contrôle judiciaire surveillé dans le bâtiment administratif qu'il occupait auparavant avec sa famille. Il est sous une garde militaire qui le prive de tout contact avec le monde extérieur, à l'exception des visites de ses avocats. La source maintient que ce régime de détention, qui n'est prévu par aucun texte juridique, présente un caractère arbitraire. La source soutient que la détention de M. Salimou contrevient ainsi à l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et à l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

11. Enfin, la source avance que le caractère arbitraire de la détention de M. Salimou découle des violations graves de son droit au procès juste et équitable, notamment l'absence d'instruction à décharge et l'absence de preuves, y compris d'un rapport de balistique.

#### *Réponse du Gouvernement*

12. Le Groupe de travail a transmis au Gouvernement, le 1<sup>er</sup> novembre 2012, les allégations reçues et, conformément au paragraphe 15 de ses méthodes de travail, lui a demandé de présenter sa réponse dans un délai de 60 jours. Le Groupe de travail a rappelé au Gouvernement qu'il pouvait solliciter une prolongation du délai de réponse s'il avait des motifs pour la demander.

13. Le Gouvernement n'a pas répondu à cette communication.

#### **Discussion**

14. Le Groupe de travail a été informé que M. Salimou avait été acquitté le 1<sup>er</sup> novembre 2012 par la cour d'assises de Moroni pour insuffisance de preuves dans le procès de l'assassinat de M. Ayoub. M. Salimou a été libéré et mis à la retraite.

**Avis et recommandations**

15. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

Le Groupe de travail décide de classer le cas de la détention de M. Salimou sans se prononcer sur le caractère arbitraire ou non de sa détention, en conformité avec le paragraphe 17, alinéa *a*, de ses méthodes de travail et en vertu de l'information reçue selon laquelle cette personne a été libérée;

16. Le Groupe de travail demande au Gouvernement qu'il réponde, dans le futur, aux communications du Groupe de travail.

*[Adopté le 26 août 2013]*

---